



## COMMUNE de LE FIEU

### PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 MARS 2025

Le vingt-quatre mars deux mil vingt-cinq à vingt heures quinze, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni en séance publique ordinaire à la Mairie sous la présidence de Michel VACHER, Maire.

**Date de seconde convocation** : 19 mars 2025.

**Présents** : Michel VACHER, Alain RAMBAUD, Guy LACOUTURE, Laurie MERLIN, Sandra BERNARD, Alain PLUVINAGE, Marielle LOBIT, Cédric POINTET.

**Excusé** : Miguel TORRES (pouvoir à Guy LACOUTURE).

**Absent(e)s** : Mariette COUDERC, Edwige DUCHOZE, Pascal ETIEN, Julien CABIROL, Matthieu AUDOUARD.

**Secrétaire de séance** : Sandra BERNARD.

Le Conseil Municipal peut délibérer valablement sans condition de quorum.

#### **Approbation du procès-verbal de la séance précédente**

Le procès-verbal de la séance du 20 décembre 2024 est approuvé à l'unanimité.

#### **Arrêtés pris par Monsieur le Maire depuis le 20 décembre 2024**

- N° 01 - Arrêté portant règlementation du stationnement et de la circulation à l'intersection de la RD21 et la RD21E1 ;
- N° 02 - Arrêté permanent portant règlementation de la circulation pour les opérations de maintenance de l'éclairage public
- N° 03 - Arrêté d'approbation du Plan Communal de Sauvegarde
- N° 04 - Arrêté portant règlementation de la circulation - Chemin d'exploitation du Chai de la Meunière
- N° 05 - Arrêté infligeant une amende administrative - dépôt sauvage de déchets
- N° 06 - Arrêté portant réintégration d'un fonctionnaire à l'issue d'un congé pour raison de santé
- N° 07 - arrêté portant règlementation de la circulation sur l'ensemble du réseau routier communal

Monsieur le Maire propose de rajouter à l'ordre du jour la signature d'un avenant à la convention d'instruction des autorisations du droit des sols auprès du SDEEG. Décision validée à l'unanimité.

#### **Délib. n° 01/2025 - Demande de subvention exceptionnelle auprès du Syndicat Intercommunal d'Electrification de Saint Philippe d'Aiguilhe**

Le Maire explique au Conseil Municipal que la commune peut demander une subvention exceptionnelle auprès du SIE de Saint Philippe d'Aiguilhe pour l'aider à financer les travaux d'électricité réalisés sur les bâtiments communaux durant l'année 2024.

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Décide de solliciter le S.I.E pour bénéficier d'une subvention exceptionnelle au titre de travaux d'électricité réalisés durant l'année 2024 ;
- Autorise le Maire à faire toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- Précise que les recettes relatives à la présente délibération seront inscrites au budget 2025 de la commune.

**Délib. n° 02/2025 – Adhésion de nouvelles communes au Syndicat Départemental Énergies et Environnement de la Gironde**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 5211-18 ;  
 Vu les délibérations des Communes de JUGAZAN, LA REOLE, LE TUZAN, BASSANNE, SAINT-SULPICE-DE-POMMIERS, BLESIGNAC, FLOIRAC, BLAIGNAC, BROUQUEYRAN, CAMIAC-ET-SAINT-DENIS, COURS DE MONSEGUR, COURS-LES-BAINS, ETAULIERS, FRONTENAC, GANS, NOAILLAC, PUJOLS, SAINTE-RADEGONDE, SAVIGNAC, SIGALENS et SILLAS par lesquelles elles ont demandé leur adhésion au Syndicat départemental Energies et Environnement de la Gironde et le transfert d'une compétence exercée par le Syndicat ;  
 Vu la délibération du Comité syndical du SDEEG en date du 17 décembre 2024 ;  
 Vu la notification faite par le SDEEG de la volonté desdites Communes de devenir membre du Syndicat,

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-18 du CGCT, le périmètre d'un l'établissement public de coopération intercommunale peut être étendu par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

Cette extension est subordonnée à l'accord du Conseil municipal de chaque commune membre de l'EPCI dans un délai de trois mois à compter de la notification visée ci-dessus.

Après avoir délibéré, et à l'unanimité, le Conseil Municipal **ACCEPTE** l'adhésion des communes précitées au SDEEG et l'extension du périmètre du Syndicat.

**Délib. n° 03/2025 – Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat et Plan de Mobilité (PLUi-HD) de La CALI**

VU, le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 à L. 5211-6-3, L. 5214-16 et L. 5216-5 ;  
 VU, la loi Solidarité et Renouvellement Urbain n°2000-1208 du 13 décembre 2000,  
 VU, la loi Urbanisme et Habitat n°2003-590 du 2 juillet 2003,  
 VU, la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,  
 VU, la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014,  
 VU, la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;  
 VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,  
 VU, la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, notamment son article 131 ;  
 VU, la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;  
 VU, la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités,  
 VU, la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Climat et Résilience »,  
 VU, la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables,  
 VU, le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 103-2 à L. 103-6, L. 104-1 à L. 104-3, L. 151-1 à L. 153-30, R. 104-28 à R. 104-33, R. 151-1 à R. 151-53 et R. 152-1 à R. 153-22 ;  
 VU, l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015,  
 VU, le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015,  
 VU, le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du PETR du Grand Libournais, approuvé en date du 6 octobre 2016 ;

VU, la délibération n°2017-05-142 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Libournais en date du 16 mai 2017 portant approbation de la Charte relative à l'exercice de la compétence plan local d'urbanisme entre la Communauté d'Agglomération du Libournais et ses Communes membres ;

VU, la délibération n°2021-09-215-1/10 du 23 septembre 2021 du Conseil Communautaire prescrivant la procédure d'élaboration du PLUi-HD de la CALI et en définissant les modalités de concertation préalable au public ;

VU, la conférence intercommunale des Maires qui s'est réunie le 18 septembre 2024, à l'initiative de Monsieur Philippe Buisson, Président de la Communauté d'Agglomération du Libournais, pour échanger sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables du projet de PLUi-HD ;

VU, la délibération n°2024-09-254-1/3 du 25 septembre 2024 par laquelle le Conseil Communautaire a pris acte de l'organisation d'un débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) élaboré dans le cadre de l'élaboration du PLUi-HD de la CALI ;

VU, la délibération n°29/2024 du Conseil Municipal de Le Fieu actant le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables du PLUi-HD en date du 08 octobre 2024 ;

VU, la conférence intercommunale des Maires qui s'est réunie le 27 janvier 2025, à l'initiative de Monsieur Philippe Buisson, Président de la Communauté d'Agglomération du Libournais, pour échanger sur le projet de PLUi-HD avant son arrêt ;

VU, la délibération n°2025-02-003 - 3/6 du Conseil Communautaire en date du 12 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLUi-HD de la CALI ;

VU, les différentes pièces composant le projet de PLUi-HD annexées à la présente délibération, Considérant le projet de plan local d'urbanisme intercommunal présenté à l'assemblée délibérante,

Il est rappelé que le PLUi-HD est à la fois :

- un document prospectif, traduisant les ambitions politiques de la CALI pour le développement de l'ensemble du territoire à l'horizon d'une dizaine d'années et pour la limitation de l'artificialisation des sols ;
- un document stratégique définissant, dans une approche collective et partagée, les objectifs et orientations à mettre en œuvre en matière d'habitat, d'économie, d'aménagement de l'espace, d'environnement, de préservation de la biodiversité, des paysages et des espaces agricoles, d'équipement ou encore de mobilité ;
- un document à portée juridique et réglementaire, définissant le cadre commun pour la délivrance des futures demandes d'autorisations d'urbanisme.

Le PLUi-HD fixe en conséquence les règles générales et particulières en matière de construction et d'utilisation des sols à l'échelle de l'ensemble du territoire intercommunal.

Il est rappelé que l'élaboration du PLUi-HD de la CALI, prescrite par délibération en date du 23 septembre 2021, poursuit les objectifs suivants :

- 1) anticiper la croissance du territoire du fait du desserrement de la Métropole bordelaise et de l'afflux consécutif de nouvelles populations vers ses territoires voisins ;
- 2) passer d'une attractivité « subie » à une attractivité « choisie » ;
  - préserver et valoriser l'identité du territoire ;
  - faciliter les mobilités *intra* et *extra* Cali ;
  - renforcer l'attractivité des centralités de la Cali afin que leur développement rayonne sur l'ensemble du territoire ;
- 3) favoriser la diversité des fonctions urbaines et rurales, la mixité sociale, la répartition équilibrée entre emploi/habitat/commerces et services ;
- 4) renforcer l'autonomie alimentaire du territoire.

Le PLUi-HD, après son approbation qui est prévue fin 2025, deviendra opposable à tous les projets de constructions et d'aménagements déposés sur l'une des 45 communes composant le territoire de la CALI. Il remplacera et se substituera aux documents d'urbanisme actuellement en vigueur sur le territoire : les PLU communaux d'une part, et les cartes communales d'autre part, qui seront

abrogées à compter de l'entrée en vigueur du PLUi-HD. Les communes aujourd'hui soumises au RNU (Règlement National d'Urbanisme) seront également régies par les règles du PLUi-HD.

Le PLUi-HD comprend plusieurs documents, complémentaires entre eux :

- Le rapport de présentation qui expose le diagnostic, détermine les capacités de densification, présente l'analyse de l'état initial de l'environnement, dégage les choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), justifie la déclinaison de ce projet dans les documents réglementaires et évalue les incidences sur l'environnement des orientations du PLUi-HD ;
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui définit le projet d'urbanisme et de développement pour l'ensemble du territoire communautaire à un horizon de 12 ans ;
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui définissent les intentions et orientations d'aménagement sur les secteurs de développement (OAP sectorielles) ;
- Les Programmes d'Orientations et d'Actions (POA) Habitat et Déplacements, qui définissent, pour le POA Habitat, la politique de l'habitat à l'échelle intercommunale et la programmation de logements à construire sur la période du PLUi et pour le POA Déplacements, la programmation des actions à mener dans le domaine des transports et de la mobilité ;
- Les règlements graphiques et écrits, qui délimitent d'une part, les zones urbaines, à urbaniser, agricoles et les zones naturelles et forestières et qui fixent d'autre part, les règles d'utilisation du sol pour chacune des zones délimitées dans le règlement graphique (plans de zonage) ;
- Les annexes regroupant les documents techniques permettant l'information du public et concernant notamment les annexes sanitaires et réseaux publics, les servitudes d'utilité publique, les contraintes et la liste des emplacements réservés.

Seuls le règlement écrit et les plans de zonage ont un caractère réglementaire opposable aux tiers, selon un rapport de stricte conformité. Les OAP sont quant à elles opposables aux tiers, dans un rapport de compatibilité. En ce sens, tout projet d'aménagement ou de construction doit respecter l'esprit des OAP et ne pas en contrarier ses objectifs stratégiques et intentions programmatiques.

En application de l'article L.153-15 du Code de l'urbanisme, le projet de PLUi-HD arrêté est soumis, pour avis, aux Conseils municipaux des Communes membres de la CALI. Le bilan de la concertation ainsi que le projet de PLUi-HD, dans son intégralité, et prêt à être arrêté, ont été envoyés aux 45 communes en version dématérialisée le 6 février 2025, préalablement à la tenue du Conseil Communautaire du 12 février 2025

L'avis des communes sur le projet de plan arrêté doit être rendu dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet en Conseil Communautaire qui s'est tenu le 12 février dernier. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable. Lorsque l'une des Communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de plan local d'urbanisme à une majorité qualifiée.

Cet avis sera joint au dossier d'enquête publique portant sur le projet de PLUi-HD arrêté lors du Conseil communautaire du 12 février 2025 avec l'ensemble des avis recueillis au titre des consultations prévues en application des articles L.153-16 et L.153-17 du code de l'urbanisme. Conformément à l'article L.153-19 du Code de l'urbanisme, le président de la CALI soumettra le projet de PLUi-HD arrêté à enquête publique, une fois que tous les avis auront été recueillis, expressément ou tacitement.

En application des articles L.153-16 et L.153-17 du Code de l'urbanisme, le projet de PLUi-HD arrêté sera notifié, pour avis :

- aux Personnes Publiques Associées (PPA) visées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme ;
- à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) prévue à l'article L. 112-1-1 du Code rural ;
- au comité régional de l'habitat et de l'hébergement prévu à l'article L. 364-1 du code de la construction et de l'habitation dès lors que le projet de plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat ;
- aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ;

Les personnes consultées donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois après transmission du projet arrêté. A défaut de réponse dans ce délai, ces avis sont réputés favorables. Les associations locales d'usagers agréées et les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'article L.141-1 du Code de l'environnement pourront consulter, à leur demande le projet de PLUi arrêté en application des dispositions de l'article L. 132-12 du code de l'urbanisme.

Il est donc proposé au Conseil municipal de donner son avis sur le Projet de PLUi-HD arrêté le 12 février 2025 par la Communauté d'Agglomération du Libournais.

Après avoir analysé les documents composant le projet arrêté de Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat et plan de mobilité,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

- donne un avis FAVORABLE au projet de PLUi-HD tel qu'arrêté ;
- communiquera cet avis au Président de la Communauté d'Agglomération du Libournais.

#### **Délib. n° 04/2025 - Prolongation de la durée d'exploitation de la carrière Lafarge Granulats**

Vu l'arrêté préfectoral du 5 mars 2008 autorisant la société SO.SA à exploiter une carrière à ciel ouvert sur la commune de Le Fieu une durée de 18 ans ;

Vu le contrat de fortage du 9 décembre 2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2015 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société Lafarge Granulats ;

Vu, l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 septembre 2017 modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état ;

Vu, l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2024 modifiant le périmètre d'exploitation et la remise en état de la carrière exploitée ;

Vu, la demande du 19 février 2025 formulée par Lafarge Granulats dans le but de poursuivre l'exploitation et la remise en état du site jusqu'au 5 mars 2030 ;

Considérant qu'il est nécessaire de prolonger la durée du contrat de fortage du 9 décembre 2011 ;

Après avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- émet un avis favorable à la poursuite d'exploitation de la carrière jusqu'au 5 mars 2030 ;
- autorise M. le Maire à signer l'avenant n° 1 au contrat de fortage annexé à la présente délibération avec la société Lafarge Granulats.

#### **Délib. n° 05/2025 - Création d'un poste de rédacteur de catégorie B dans le cadre de la revalorisation du métier de secrétaire général de mairie.**

Vu, le Code général de la fonction publique et notamment les articles L.313-1 et L.332.14 ;

Vu, le décret n°2010-329 du 22 mars 2010, fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B ;

Vu, le décret n°2010-330 du 22 mars 2010, fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres cadres d'emplois régis par le décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu, le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

Vu, le décret n° 2022-1201 du 31 août 2022 modifiant les dispositions indiciaires applicables aux fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu, la loi n° 2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie ;

Vu, le décret n°2024-826 du 16 juillet 2024 relatif au recrutement, à la formation et à la promotion interne des secrétaires généraux de mairie ;

Considérant qu'en application de l'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ;

Compte tenu de l'inscription sur la liste d'aptitude de la promotion interne dérogatoire au grade de rédacteur d'un agent de la commune en date du 1<sup>er</sup> décembre 2024 ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- la création au tableau des effectifs de la commune d'un poste de rédacteur de catégorie B, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 et rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets sus-visés ;
- l'inscription des crédits correspondants au budget primitif 2025 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à ce dossier.

**Délib. n° 06/2025 - Signature d'un avenant à la convention des modalités d'exercice des services du SDEEG pour l'instruction des ADS**

Par délibération n° 24/2021 en date du 10/06/2021, le Conseil Municipal a renouvelé son adhésion auprès du SDEEG pour une durée de 3 ans afin d'instruire les demandes d'autorisations du droit des sols (ADS). La convention prenait effet le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'au regard de l'inflation (tarif non modifié depuis 2015) et de la complexité grandissante des dossiers, le SDEEG a voté des modifications, et notamment les points suivants :

1. Application d'un tarif pour l'utilisation du logiciel d'instruction en fonction des actes instruits par le SDEEG pour le compte de la collectivité. Le comité syndical du SDEEG a souhaité impacter très faiblement les communes et de prendre en charge la majeure partie du développement et de la maintenance de cet outil essentiel à nos échanges et à l'instruction des dossiers.
2. Evolution 2025 des tarifs d'autorisations du droit des sols.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal l'autorisation de signer un avenant à ladite convention.

Après discussion, et à l'unanimité, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention des modalités d'exercice des services du SDEEG pour l'instruction des ADS.

Communications et questions diverses

La prochaine réunion du Conseil Municipal aura lieu le lundi 7 avril 2025 à 20h15.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h40.

La secrétaire de séance,  
Sandra BERNARD.



Le Maire,  
Michel VACHER.

